Lettre d'information documentaire

BULLETIN DOCUMENTAIRE INSET ANGERS

N° 1280
DU 16 MAI
AU 5 JUIN 2025

VEILLE SECTORIELLE

Achats Publics - Action éducative/Restauration scolaire -
Action internationale/Europe
Administration/Droit/Institutions
Aménagement et développement des territoires - Culture
Economie - Environnement
Formation
Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut -
Outre-Mer - Ressources humaines/Management - Sécurité civile - Sécurité publique -
Sciences Humaines/Société
Social/Santé - Sport/Loisirs/Tourisme
Systèmes d'information/Communication
Travail/Emploi
Urbanisme

NOS NOUVELLES ACQUISITIONS

On vous signale une expérience

ACHATS PUBLICS

Recommandations pratiques pour l'analyse technique des offres / VASEUX Thomas
Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 05/2025, p. 275-277

L'analyse technique des offres des candidats à un marché public constitue l'un des aspects les plus délicats de toute procédure de marché public. Si une telle analyse est en effet, par principe, subjective, certains prérequis et recommandations pratiques doivent être utilement mis en œuvre afin de sécuriser la procédure de passation et faciliter le processus d'évaluation des offres.

Commande publique : les acheteurs publics passent au vert [Enquête] / RAMOGNINO Philippine
Acteurs publics, 05/2025, n° 175-176, p. 86-126
https://www.calameo.com/read/0062191922da4ff662265

Au sommaire :
- La révolution silencieuse du code de la commande publique
- Le critère environnemental, un fourre-tout à dépasser
- "Les acheteurs publics ne doivent pas hésiter à oser"
- L'indispensable changement de la culture "achat"
- Une commande publique encore trop centrée sur le court terme
- "La priorité est d'augmenter le niveau de compétence des acheteurs publics"
- La relation acheteurs-fournisseurs, un levier du verdissement des marchés publics
- "A moyen-long terme, l(économie circulaire est le seul système viable"

Commande publique : Grâce à une charte d'achats, dix ans de liens étroits avec les PME locales
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 50-51
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2766&pa=1#50

Toulouse métropole (Haute-Garonne), 37 communes, 832 000 hab.
Pourquoi ?
Collectivités et PME ne parlent pas le même langage. Dans l'esprit du "Small Buisness Act" américain, une charte permet de comprendre les besoins de chacun et d'y répondre.
Pour qui ?
Signé il y a dix ans par un nombre limité d'acteurs, dont la métropole, le texte a élargi son périmètre avec des communes, le centre hospitalier, l'agence d'attractivité. . .
Comment ?
L'accord prévoit davantage de transparence dans la programmation des investissements et des mesures financières : avances de trésorerie et délais de paiements réduits.

ACTION ÉDUCATIVE / RESTAURATION SCOLAIRE

Le Sénat propose de réformer l'éducation prioritaire
Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 27/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986607

Mieux intégrer les territoires ruraux, passer d'une logique de réseaux à une logique d'établissements prioritaires, mettre en place une politique d'allocation progressive… Dans son rapport « L'éducation prioritaire, une politique publique à repenser », le sénateur Olivier Paccaud formule des pistes pour réformer cette politique.

☞Retour sommaire

A Mayotte, le défi "colossal" de l'accueil de tous les enfants à l'école
Monde (Le), 22/05/2025, p. 9
https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/05/21/a-mayotte-le-defi-colossal-de-l-education-symbole-des-grands-chantiers-du-territoire_6607586_823448.html

Alors que le Sénat examine, depuis le 19 mai, le projet de loi pour la refondation de l'archipel, un rapport de la chambre régionale des comptes souligne le manque de places dans les écoles primaires, l'absence de cantines et d'activités périscolaires, mais aussi des pratiques discriminatoires au moment de l'inscription des enfants.

Ces retraités qui sécurisent le chemin des écoliers
Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 03/06/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/983219/ces-retraites-qui-securisent-le-chemin-des-ecoliers/

Certaines villes recrutent des retraités pour sécuriser les abords des établissements scolaires. Une mesure qui vient compléter les actions déjà déployées, comme les « rues des écoles » ou la médiation sociale.

ADMINISTRATION / DROIT / INSTITUTIONS

Développer la prévention des risques permet de sécuriser sa couverture
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/05/2025, n° 2768, p. 44-45
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2768&pa=1#10

Les collectivités territoriales font de plus en plus face à des tarifs exponentiels, voire à des difficultés pour s'assurer.
Petites et grandes collectivités peuvent se lancer dans une démarche de prévention de leurs risques, sans attendre d'être touchées par un sinistre.

Propriété publique : Tout savoir sur la location de logements communaux
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 60-61
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2766&pa=1#60

Délibération : Toute mise en location d'un logement communal commence par une délibération en ce sens du conseil municipal.
Domaine public : La location d'un bien du domaine public est formalisée par une convention d'occupation du domaine public délivrée par le maire et soumise à un régime de droit public.
Domaine privé : La location d'un logement du domaine privé se fait, en principe, par contrat écrit de droit privé.

Quelle place pour le Parlement ? [Dossier]
Cahiers français, 05/2025, n° 445, p. 15-111

Au sommaire :
Le Parlement sous la Ve République, entre subordination et retour en grâce - Grand entretien avec Jean Garrigues
- Le Parlement français et la production de la loi
- Le parlementarisme français en miroir des autres démocraties
- Le travail des parlementaires : entre permanences et évolutions
- Les pouvoirs de contrôle du Parlement
- Le Parlement européen, une institution en essor
- Le Sénat : seconde chambre de perfectionnement ou pôle conservateur ?
- Quelles évolutions envisageables pour le Parlement - Débat avec Benjamin Morel et Dominique Rousseau

☞Retour sommaire

Hauts-de-France : un bilan contrasté d'une décennie de fusion / DANILA Lidia
Horizons publics, 05/2025, n° 45, p. 84-87

10 ans après la fusion des régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, quels sont les effets réels de cette réforme ?

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Ce que l'espace public dit de nous : mobilités, discours et régulations [Dossier]
Pouvoirs locaux, 04/2025, n° 127, p. 38-84

Au sommaire :
- Du bitume qui pense au véhicule déplacé : itinéraire critique de la route, par Laurence Lemouzy
- Dis-moi comment tu te déplaces. . . : fractures et figures de la France qui conduit, par Léonie Finau, Lou-Ann Biet, Louise Cambon et Margaux Le Sciellour
- Le pouvoir du GPS sur notre expérience des lieux : entre flux et destination, par la rédaction
- Publicité extérieure et régulation urbaine : entre enjeux fiscaux et bataille pour le paysage, par la rédaction
- Entrepôts XXL : l'emprise croissante d'une logique de flux sur les espaces de vie, par la rédaction
- De la nature belle au vivant utile, enjeux de la végétalisation urbaine, par la rédaction
- "Je monte, je valide", à la recherche de l'impératif présent, par Clarisse Aupit, Swann Gayet, Laly Meyblum et Louis Michel

Territoires ruraux : comment adapter les politiques publiques à la diversité des campagnes ?
Vie-publique.fr, 02/06/2025
https://www.vie-publique.fr/en-bref/298757-territoires-ruraux-adapter-les-politiques-publiques-leur-diversite

Les territoires ruraux regroupent aujourd'hui 33% de la population française sur 88% de la superficie du pays, soit 21,5 millions d'habitants répartis dans 30 710 communes. La France rurale est-elle encore uniquement une France agricole ? Un récent rapport appelle à se défaire du "prisme de l'urbain pour penser les campagnes".
L'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) a publié le premier rapport annuel du conseil scientifique de France ruralités.
Remis le 27 mai 2025 à Françoise Gatel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité, ce rapport traite des relations entre représentations des ruralités et politiques publiques dans les territoires ruraux.
https://transferts.anct.gouv.fr/VeilleTerritoires377/2504_CSFR_des_campagnes_aux_ruralites.pdf

Les stratégies des villes moyennes pour garder leur campus
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/06/2025, n° 2769, p. 46-48

Confrontées aux coupes budgétaires que le gouvernement leur a imposées, les universités ont menacé un temps de fermer des antennes décentralisées. Les villes moyennes concernées défendent le double rôle de leur campus : une offre de formation pour les jeunes de leur territoire et un levier d'attractivité. L'État pourrait soutenir les campus de proximité en accordant un bons aux universités qui mettent en place une stratégie territoriale en concertation avec les collectivités.

☞Retour sommaire

CULTURE

Commune, région, intercommunalité : qui finance vraiment la culture en France ?
ActuaLitté - les univers du livre, 29/05/2025
https://actualitte.com/article/124095/economie/commune-region-intercommunalite-qui-finance-vraiment-la-culture-en-france

Publié le 27 mai 2025, le tableau de bord annuel du Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS) du ministère de la Culture livre un état des lieux détaillé des finances culturelles locales. En 2023, les collectivités territoriales ont consacré 10,7 milliards d'euros à la culture, soit 156 euros par habitant. Une reprise modeste mais significative, marquant un retour aux niveaux d'avant-crise.

Une visite au musée, le nouvel antidépresseur ? / DUPUY Emma
TheConversation.com, 21/05/2025
https://theconversation.com/une-visite-au-musee-le-nouvel-antidepresseur-213625

Cinq ans après le lancement du programme de prescriptions muséales par l'Association des médecins francophones du Canada en partenariat avec le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM), fleurissent aujourd'hui de plus en plus d'« activités muséales bien-être » allant du muséo-yoga aux méditations guidées avec les œuvres d'arts, en passant par la pratique de la contemplation lente ou "slow looking".

ECONOMIE

Défaillances d'entreprises - Les collectivités à l'affût des signaux faibles
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/06/2025, n° 2769, p. 40-45

Du repérage des signaux faibles à l'aide à la reprise, les collectivités ont développé des outils pour soutenir les entreprises en difficulté. Avec, en toile de fond, le respect su secret des affaires et des procédures judiciaires.
Il faut agir le plus tôt possible. Au stade des procédures amiables, il est encore possible d'apporter une aide, mais lorsque la société est en défaillance et qu'elle entre dans une procédure collective, c'est plus ardu. La collectivité territoriale peut proposer des réponses adaptées, comme les réaménagements de dette. Cette stratégie est risquée, la collectivité ne s'engage donc pas à soutenir une entreprise sans s'assurer de sa capacité à s'en sortir

Réindustrialiser, pour quoi faire? [Dossier]
Economie politique (L'), 05/2025, n° 106, p. 5-89

Au sommaire :
- Cap ou pas de cap ? L'Europe face à son destin industriel [Editorial]
- Quelles finalités pour la politique industrielle ?
- La « révolution industrielle » aura-t-elle lieu ?
- Les leçons du programme "Territoires d'industries"
- Conditionner les aides publiques aux entreprises : pourquoi et comment
- Métaux critiques : intégrer la sobriété dans la politique industrielle
- Sobriété foncière et réindustrialisation, une cohabitation difficile
- L'économie circulaire, gage d'une réindustrialisation vertueuse ?
- Le grand projet de véhicule électrique « soutenable et abordable »

https://www.alternatives-economiques.fr/ecopo106

☞Retour sommaire

Ce que Michel Aglietta a apporté à l'économie : une discipline enrichie par les sciences sociales / VALLET Guillaume, ROCCA Michel
TheConversation.com, 19/05/2025
https://theconversation.com/ce-que-michel-aglietta-a-apporte-a-leconomie-une-discipline-enrichie-par-les-sciences-sociales-256699?

Polytechnicien, administrateur de l'Insee et professeur d'économie, Michel Aglietta est décédé le 24 avril 2025 à l'âge de 87 ans. Il est le penseur économique qui a marqué la fin du XXe siècle par la fulgurance de ses idées. Comme le note André Orléan, sa « puissance intellectuelle » le distingue de tous les autres. Son inventivité également. Décryptage d'une pensée originale commentée par Michel Aglietta lui-même dans une interview qu'il avait accordée aux auteurs de ce texte.

Productivité : où en est la France en 2025 ?
Vie-publique.fr, 12/05/2025
https://www.vie-publique.fr/eclairage/298437-productivite-ou-en-est-la-france-en-2025

La productivité est importante pour la croissance et la création de richesses. La France a longtemps affiché de bonnes performances en matière de productivité. Ces dernières années pourtant, la productivité marque le pas. Quelles sont les raisons de ce ralentissement et faut-il s'en inquiéter ?

L'intérêt des collectivités territoriales pour le monde des "cryptomonnaies" / MONDOU Christophe
Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 05/2025, n° 5, p. 277-280

Les collectivités territoriales sont souvent à la recherche d'innovations, notamment pour le développement économique de leurs territoires. Elles essayent d'imaginer le futur de leur territoire, en ayant par exemple recours au design fiction. Mais elles souhaitent surtout la mise en œuvre de dispositifs favorables à leur développement économique et pour cela elles n'hésitent pas à exploiter toutes les opportunités offertes par un cadre juridique existant, tout comme elles n'hésitent pas non plus à tester, expérimenter, même en l'absence d'un tel cadre, ce qui peut parfois entraîner certaines difficultés en cas de contentieux devant la juridiction administrative. S'il existe plusieurs types de dispositifs pour favoriser ce développement économique, l'un des enjeux récents concerne l'intérêt porté par les collectivités territoriales aux « cryptomonnaies » , estimant qu'elles présentent de réelles opportunités qu'il convient d'analyser précisément.

Les entreprises publiques locales au service de l'action intercommunale 05/2025, 88 p.
https://www.intercommunalites.fr/publications/les-entreprises-publiques-locales-au-service-de-laction-intercommunale/

La Banque des Territoires, la Fédération des élus des Entreprises publiques locales (FedEpl) et Intercommunalités de France publient un guide inédit mettant en lumière le rôle stratégique de l'économie mixte dans la France des bassins de vie.

Concarneau Cornouaille : vers un territoire low-tech ?
Horizons publics, 06/2025, n° 45, p. 88-91
https://www.horizonspublics.fr/concarneau-cornouaille-vers-un-territoire-low-tech

Pendant un an et demi, vingt acteurs publics et privés du territoire de Concarneau Cornouaille ont expérimenté la low-tech à travers cinq thématiques : les économies d'énergie, la mobilité et la logistique, l'éducation populaire, la culture, l'agriculture et les espaces verts. Retour sur cette expérimentation et ses enseignements.

☞Retour sommaire

ENVIRONNEMENT

La recherche, la clé pour bien développer la nature en ville
Techni.cités, 05/2025, n° 383, p. 26

Le développement de la nature en ville est une des solutions pour répondre aux défis climatiques. Encore faut-il que cela se fasse correctement et que toutes les conditions soient réunies. C'est ce que défend l'Association nationale de la recherche et de la technologie dans son rapport paru fin 2024.
https://www.anrt.asso.fr/sites/default/files/2024-11/ANRT-Nature-en-ville-Rapport-decembre-2024.pdf

Lyon mise sur l'intelligence artificielle pour optimiser sa politique de végétalisation
Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 27/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986616

Le laboratoire d'innovation métropolitain s'associe à l'Université Lyon 2 et à la scop TelesCoop pour construire un outil de cartographie et de modélisation de scénarios de plantations. Un projet retenu dans le cadre d'un appel à projet national du programme France 2030.

Besançon - Education - Rondins, potager, arbustes. . . une récré plus nature
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/06/2025, p. 56

Depuis 2020, la ville a lancé un plan de rénovation et de végétalisation des écoles. Zoom sur l'école Jules-Ferry.

La restauration collective, un levier d'action pour accélérer la transition alimentaire / NESSI JULIEN
Horizons publics, 05/2025, n° 45, p. 14-15

14 millions de repas servis par jour de la maternelle à l'EHPAD, avec une particularité : 60% des cantines fonctionnent de manière autonome à l'échelle locale. Rencontre avec Louis Sibille, cofondateur de Nona, une plateforme numérique lancée il y a cinq ans pour accompagner les cantines et les territoires dans leur transition alimentaire.

« Sans émotion, il n'y a pas de changement »
Ademe.fr, 05/2025
https://infos.ademe.fr/changement-climatique/2025/sans-emotion-il-ny-a-pas-de-changement?

Comment provoquer un véritable déclic face au réchauffement climatique ? Comment passer de la prise de conscience à l'action bien réelle ? Pour Christian Clot, explorateur et fondateur de l'Human Adaptation Institute, la réponse passe par le corps. Sa capsule climatique, expérience sensorielle inédite de 30 minutes à 50 degrés, est une plongée dans la chaleur de demain, pour penser différemment aujourd'hui. Rencontre avec un agitateur d'idées et de sensations.

Les épiceries alternatives , levier de la transition
Revue durable (La), 06/2025, n° 70, p. 16-70

Ce dossier de LaRevueDurable décrit la façon dont la distribution alimentaire façonne les choix alimentaires. Il montre, faits et chiffres à l'appui, pourquoi les épiceries alternatives orientent les mangeurs et les mangeuses vers des choix plus soutenables, plus justes pour les personnes qui produisent la nourriture, meilleurs pour leur santé et pour la société entière. Ce dossier plaidoyer pour les épiceries alternatives donne aussi des pistes pour rendre ces lieux plus accessibles à un large public.
https://artisansdelatransition.org/larevuedurable/numero/1312

☞Retour sommaire

Intercommunalités : les faiseurs de bifurcation écologique [Dossier] / LE BRAS David
Horizons publics, 06/2025, n° 45, p. 30-77
https://www.horizonspublics.fr/revue/mai-juin-2025/intercommunalites-les-faiseurs-de-bifurcation-ecologique

Comment, concrètement, passer de la prise de conscience au changement effectif de pratique en matière de transformation écologique ? Quels sont les territoires déjà engagés dans cette bifurcation écologique et comment se sont-ils lancés dans ces nouveaux projets de territoire ? S'inscrivant dans la démarche prospective engagée par l'Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF) dans son second volet intitulé « Les faiseurs de bifurcation », les différentes contributions s'attachent à mettre en lumière les actions de redirection, dans la preuve et l'épreuve, avec des acteurs territoriaux et des experts au travail, dans et pour les territoires.
Au-delà du sentiment de vertige que donne l'ampleur des transformations à conduire, de la polarisation des débats, l'objectif est de donner à voir l'importance de la justice sociale et spatiale dans les dynamiques de transformation écologique, mais aussi le rôle des territoires comme échelle opérationnelle pour la mise en débat et la délibération des enjeux environnementaux.

FORMATION

Centre national de la fonction publique territoriale - Collectivités territoriales : des stratégies de formation qui mériteraient d'être plus structurées
Inffo formation (L'), 15/05/2025, n° 1098, p. 24-25

Le CNFPT a passé au crible les pratiques des collectivités en matière de formation. De l'analyse des besoins en compétences à l'évaluation des actions mise en oeuvre, les approches évoluent pour tenir compte des transformations à l'oeuvre dans la société. L'étude montre aussi que les collectivités gagneraient à inscrire leurs pratiques dans des logiques plus stratégiques.

Tout savoir sur le droit à la formation des agents
Lagazettedescommunes.com, 28/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986860

Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est consacré par la loi. Il en découle une obligation pour l'employeur territorial d'élaborer un plan de formation annuel, définissant les priorités en termes d'action de formation. Décryptage.

Les stratégies des villes moyennes pour garder leur campus
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/06/2025, n° 2769, p. 46-48

Confrontées aux coupes budgétaires que le gouvernement leur a imposées, les universités ont menacé un temps de fermer des antennes décentralisées. Les villes moyennes concernées défendent le double rôle de leur campus : une offre de formation pour les jeunes de leur territoire et un levier d'attractivité. L'État pourrait soutenir les campus de proximité en accordant un bons aux universités qui mettent en place une stratégie territoriale en concertation avec les collectivités.

EUROPASS : 20 ans au service des compétences des citoyens européens
Inffo formation (L'), 01/06/2025, n° 1099, p. 9-14

Le dispositif Europass a fêté ses 20 ans en mars 2025. Coordonné en France par l'agence Erasmus+, il a élargi ses objectifs depuis sa création en 2005. avec un ensemble d'outils et de services en ligne. Grâce à une plateforme rénovée en 2020, il offre une visibilité unique sur l'ensemble des compétences des utilisation plus systèmatique des citoyens européens et des établissements d'éducation et de formation. Parmi les évolutions à venir, une meilleure interopérabilité avec les autres plateformes européennes, comme Eures ou Euroguidance.

☞Retour sommaire

FINANCES PUBLIQUES / GESTION LOCALE

Pourquoi les services publics se dégradent, alors que les dépenses publiques augmentent ? Débat entre Lucie Castets et Lisa Darbois / RICHE PASCAL
Monde (Le), 19/05/2025, n° 25000, p. 28-29

Pour la haut fonctionnaire Lucie Castets et la directrice des études France de l'Institut Montaigne, Lisa Darbois, le vieillissement de la population a accru les besoins de services publics. Mais l'une juge inévitable d'augmenter les impôts sur le patrimoine et l'héritage, tandis que l'autre estime possible de baisser la dépense publique en la réorganisant.

Lois de finances pour 2025 [dossier]
Revue du gestionnaire public, 04/2025, n° 2, p. 8-34

Au sommaire :
- Les impacts pour le bloc communal, par Michel Klopfer
- Dispositions relatives aux départements, par Didier Marteau
- Pour les régions : une contribution inédite au redressement des finances publiques dans un environnement de grande instabilité, par Claire Simon

Subventions publiques et associations : des injonctions paradoxales à gérer au mieux / PORTEILS Alain
Revue du gestionnaire public, 04/2025, n° 2, p. 51-56

Le recours aux subventions publiques pour le financement des associations (lesquelles présentent de grandes disparités structurelles entre elles) est essentiel mais complexe et nécessite, pour les collectivités, un contrôle et un suivi rigoureux des fonds publics pour garantir la transparence et la performance des missions financées.

Restrictions budgétaires : L'ingénierie départementale sous pression
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 42-44
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2766&pa=1#42

Pourquoi ? L'ingénierie qui participe à une stratégie de mise en réseau des élus des territoires devrait être protégée des annonces d'économies des départements.
Pour qui ? Avec des équipes réduites et des dossiers de plus en plus complexes, les petites collectivités sont les premières bénéficiaires des expertises.
Comment ? S'appuyant sur la mise à disposition des agents départementaux et la valorisation de leur temps de travail, les ressources sont plus ou moins dépendantes des départements.

Le budget participatif des agents comme outil managérial / BRUNET Valérie
Lettre du cadre territorial (La), 05/2025, n° 588, p. 50-51
https://www.lettreducadre.fr/article/quand-le-budget-participatif-devient-un-outil-managerial.54993

Dans le cadre d'un budget participatif, les agents de la ville de Villejuif ont pu exprimer leurs voeux pour améliorer leurs conditions de travail. Avec une enveloppe de 200 000 €, des dizaines d'actions ont vu le jour. Les porteurs des idées retenues sont devenus chefs de projet. Une première pour certains.

☞Retour sommaire

FONCTION PUBLIQUE / STATUT

En 2023, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale augmente de +0,9 %
Bulletin d'information statistique de la DGCL, 05/2025, n° 197, 8 p
https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2025/Bis_effectifs2023_V4.pdf

En 2023, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale augmente (+0,9 % après -0,2 % en 2022).
Cette augmentation est liée à la hausse du nombre de contractuels (+6,1 %), qui compense la baisse des effectifs des fonctionnaires (-0,7 %), des contrats aidés (-3,9 %), ainsi que des agents sous autres statuts (- 1,8%).
Hors contrats aidés, la hausse des effectifs s'observe dans la plupart des types de collectivités, à l'exception des établissements communaux (-2,0 %, après -3,2 % en 2022), ainsi que des SIVOM et SIVU (respectivement -2,2 % et -1,4 %, après +1,7 % et -4.1 % en 2022).
En 2023, les effectifs de chaque filière sont en hausse, sauf dans la filière sportive (-0,6 %) où la baisse est moins prononcée qu'en 2022 (-1,0 %).

Le concours n'a plus le vent en poupe
Lagazettedescommunes.com – Club RH, 28/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986619

L'attractivité des concours de la fonction publique est en chute libre. De moins en moins de candidats se présentent aux portes d'accès de l'emploi public. Effet de mode ? Problème structurel ? La Gazette a cherché des éléments de réponse.

Quitter la fonction publique ? [Dossier] / ESPLUGAS-LABATUT Pierre, TAILLEFAIT Anthony
Semaine juridique (La). Administration et Collectivités Territoriales, 02/06/2025, n° 22, p. 9-56

Au sommaire :
- Les démissions et rupture conventionnelles, pourquoi augmentent-elles ? Florence CROUZATIER-DURAND
- L'abandon de poste et les employeurs publics, Xavier LATOUR
- La désaffection pour la fonction publique, Anthony TAILLEFAIT
- Le licenciement pour faite disciplinaire ou pour insuffisance professionnelle des agents publics non titulaires, un avantage managérial ? François-Xavier FORT
- Le licenciement pour insuffisance professionnelle : difficultés managériales ou recherche de parcours professionnels ? Christophe RADE
- Le retrait d'emploi fonctionnel de la fonction publique : un avantage politique ? Didier JEAN-PIERRE
- Sur les traces d'un licenciement économique des fonctionnaires, Virgil SEGUIN
- Le licenciement pour inaptitude physique dans la fonction publique est-il encore possible ? Léo GARCIA
- L'honorariat dans la fonction publique, Maxime TANAY
- Le licenciement ans la fonction publique : un nouvel outil managérial ? Pierre ESPLUGAS-LABATUT

Le phénomène émergent des agents âgés du public
Techni.cités, 05/2025, n° 383, p. 62-63

Les collectivités territoriales font face aujourd'hui à deux types de phénomènes, à l'entrée et à la sortie de leurs agents. Elles rencontrent des difficultés pour recruter de jeunes diplômés et cadres, et parmi le personnel vieillissant, nombreux sont ceux qui souhaitent travailler au-delà de l'âge légal de la retraite.

☞Retour sommaire

Secrétaires généraux de mairie : un « métier-passion » mais stressant - Etude de l'ANCDG
Lagazettedescommunes.com – Club RH, 02/06/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986768

Une étude conduite par l'ANDCDG confirme l'engagement des secrétaires généraux de mairie dans leur métier qui, s'il est porteur de sens, est aussi exposé à une charge de travail importante, facteur de stress. La constitution de réseaux départementaux doit permettre de mieux les accompagner dans leurs missions.
https://www.andcdg.org/document/etude-nationale-andcdg-conditions-de-travail-des-secretaires-generaux-de-mairie

Le département de l'Isère mise sur l'accueil d'apprentis en situation de handicap
Lettre du cadre territorial (La), 05/2025, n° 588, p. 66-67
https://www.lettreducadre.fr/article/le-departement-de-l-isere-mise-sur-l-accueil-d-apprentis-en-situation-de-handicap.55007

Pour favoriser l'insertion de personnes en situation de handicap au sein de ses équipes, le Conseil départemental passe par la case apprentissage. Une étape qui facilite certains recrutements.

Les frais de déplacement des agents territoriaux en 10 questions / SOYKURT SOPHIE
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 34-35
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2766&pa=1#34

Mobilité durable : Les agents publics territoriaux peuvent bénéficier d'un forfait mobilité durable si une délibération le prévoit dans les conditions énoncées par le décret du 9 décembre 2020.
Trajet domicile-travail : Les fonctionnaires territoriaux peuvent profiter d'une prise en charge des trois quarts de leur abonnement de bus, de train ou de location de vélos, au titre du trajet domicile-travail.
Concours : La prise en charge des frais de transport aller-retour d'un candidat à un concours ou examen hors de sa résidence administrative est admise sous certaines conditions.

La protection fonctionnelle [dossier]
Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 05/2025, n° 5, p. 259-274

Au sommaire :
- La protection fonctionnelle des agents publics : où en est-on ? par Antony Taillefait
- La protection des exécutifs locaux pénalement poursuivis par Fabien Martin
- Protection fonctionnelle : attention aux conflits d'intérêts ! par Samuel Dyens et Marie Goutal
- La protection fonctionnelle face au défi assurantiel par Mathilde Salmon et Olivier Didriche

OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie : l'impasse et l'inquiétude, un an après les émeutes / PANTZ Pierre-Christophe
TheConversation.com, 21/05/2025
https://theconversation.com/nouvelle-caledonie-limpasse-et-linquietude-un-an-apres-les-emeutes-254939?

Dans les semaines qui ont suivi le 13 mai 2024, la Nouvelle-Calédonie a connu une flambée de violence conduisant à la mort de 14 personnes (12 civils et deux gendarmes), à la destruction de 500 entreprises et à une chute de 10 à 15 % du PIB. Ces émeutes ont suivi les manifestations des indépendantistes contestant la réforme visant à élargir le corps électoral, voulue par Emmanuel Macron. Un an après, l'économie est en berne et le processus de dialogue politique est à l'arrêt, malgré les récentes tentatives du ministre des outre-mer Manuel Valls. Une nouvelle flambée de violences est-elle à craindre ?

☞Retour sommaire

Nouvelle-Calédonie : les évolutions du statut depuis 1946
Vie publique, 21/05/2025
https://www.vie-publique.fr/eclairage/294113-nouvelle-caledonie-les-evolutions-du-statut-depuis-1946-chronologie

Depuis 1946, date à laquelle elle devient un territoire d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie a connu de nombreux statuts. Face aux revendications indépendantistes, des référendums d'autodétermination ont été organisés dans le cadre de l'accord de Nouméa.

"Le plus gros problème de Mayotte, c'est que l'Etat et les collectivités se renvoient sans cesse la balle"
Lettre du cadre territorial (La), 05/2025, n° 588, p. 40-42
https://www.lettreducadre.fr/article/sylvain-grisot-le-plus-gros-probleme-de-mayotte-c-est-que-l-etat-et-les-collectivites-se-renvoient-sans-cesse-la-balle.55040

L'urbaniste Sylvain Grisot a entamé sa vie professionnelle à Mayotte, où, durant trois ans, il a travaillé à la résorption de l'habitat insalubre, au développement du logement social et de l'habitat populaire. Après le passage du cyclone Chido, il a choisi de se rendre sur l'île, en février dernier, pour participer à la réflexion sur la reconstruction du territoire.

RESSOURCES HUMAINES / MANAGEMENT

Ressources humaines

La santé menstruelle, progressivement prise en compte
Lagazettedescommunes.com – Club RH, 30/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986924

Alors que se tenait le 28 mai 2025, la Journée mondiale consacrée à l'hygiène menstruelle, la mutuelle nationale territoriale (MNT) est revenue plus largement, le mardi 27 mai 2025, sur la question de la santé menstruelle comme véritable enjeu de santé publique.
https://www.lagazettedescommunes.com/973724
https://www.lagazettedescommunes.com/947089
https://www.mnt.fr/articles/sante-menstruelle-dans-services-publics-locaux

Comment les CCAS peuvent endiguer l'absentéisme
Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 22/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/985808

L'aide et le soin à la personne sont des activités à risques, à l'origine d'un absentéisme élevé dans les CCAS, comme le révèlent des données inédites diffusées par Relyens, à la demande de « La Gazette des communes ». Mais il n'y a pas de fatalité.

Recrutement - La chasse aux saisonniers est ouverte
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/05/2025, n° 2768, p. 24-26

Chaque année, les collectivités innovent pour trouver des saisonniers. Tour d'horizon des techniques et stratégies RH déployées pour ces emplois, qui constituent souvent une porte d'entrée dans la fonction publique.

Comment sortir de la confrontation lors du dialogue social
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/05/2025, n° 2768, p. 30

Une méthode de discussion engage l'administration, les élus et les syndicats, en plaçant les intérêts au cœur de la négociation.

☞Retour sommaire

Après une réforme ambitieuse, des résultats mitigés pour le dialogue social dans la fonction publique / DELON Eric
Lettre du cadre territorial (La), 05/2025, n° 588, p. 54-55
https://www.lettreducadre.fr/article/apres-la-reforme-des-resultats-mitiges-pour-le-dialogue-social-dans-la-fonction-publique.55004

La loi du 6 août 2019 visait à transformer le dialogue social dans la fonction publique en le rendant plus stratégique et contractuel. Malgré des avancées dans la réduction des instances et la mise en place de nouveaux outils, un rapport récent de la Cour des Comptes dresse un bilan contrasté, entre économies incertaines, coût difficile à évaluer et faible adoption des accords collectifs.
https://www.ccomptes.fr/fr/publications/une-reforme-inaboutie-du-dialogue-social-dans-la-fonction-publique

Langage RH et fiction du réel : quand les offres d'emploi décrivent autre chose que le travail / LERNOUD Marie
Pouvoirs locaux, 04/2025, n° 127, p. 90-95

À mesure que les offres d'emploi se généralisent à tous les secteurs et à tous les niveaux de qualification, leur vocabulaire semble s'uniformiser, s'éloignant de la description concrète des tâches pour se rapprocher d'un discours de séduction et de promesse. Entre "leadership", "dynamique collective", "porteur de sens" et "pilotage stratégique", les annonces ne disent plus seulement ce qu'un poste est, mais ce qu'il voudrait faire croire. Cet article propose une tentative d'analyse de ce phénomène de grammaticalisation des ressources humaines, à la croisée du marketing du travail, de la subjectivisation des attentes professionnelles et d'une gestion symbolique des déséquilibres du marché de l'emploi. Il interroge notamment les glissements lexicaux à l'œuvre, leur impact sur la perception du travail, et leur diffusion croissante y compris dans les métiers manuels. À travers cette exploration linguistique, se dessine une question centrale : peut-on encore nommer le travail sans le travestir ?

Le temps de travail modulé largement plébiscité
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 32
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2766&pa=1#32

Villedieu-les-Poêles - Rouffigny (Manche), 44 agents, 3 900 hab.
Avant la "mode" de la semaine en quatre jours, la ville avait déjà opté pour la flexibilité, offrant à ses agents des rythmes de travail à la carte.

Semaine en 4 jours : avant d'y aller, posez-vous les bonnes questions [Dossier]
Lettre du cadre territorial (La), 05/2025, n° 588, p. 24-32
https://www.lettreducadre.fr/article/faut-il-passer-a-la-semaine-en-4-jours-dans-la-territoriale.55019

De plus en plus de collectivités locales s'intéressent à la semaine en 4 jours, voire tentent l'expérience. Certaines en sont déjà en conclure des accords de généralisation. Avec des avantages et des inconvénients. Avec des gagnants et des perdants. Quels sont les premiers résultats et impacts de tels dispositifs ?Au sommaire :
- Un piège pour les territoriaux?
- Ce dispositif est-il adapté aux collectivités?
- Un cadeau empoisonné pour les agents?
- La modulation, une arnaque pour les femmes?
- Une pénibilité accrue pour les cadres?
- "93% des agents et managers sont favorables à la pérennisation de ce dispositif"

☞Retour sommaire

Organisation du travail et vulnérabilité au non-emploi : quel lien ?
Inffo formation (L'), 01/06/2025, n° 1099, p. 24-25

Une recherche récente a permis de mettre en lumière l'impact des organisations du travail sur la vulnérabilité au non-emploi des individus, mais également sur la résilience des organisations face aux incertitudes liées aux marchéS et à la technologie.
https://www.sciencespo.fr/liepp/fr/actualites/nathalie-greenan-silvia-napolitano-investir-dans-la-capacite-d-apprentissage-de-l-organisation-pour-la-double-transition-digitale-et-ecologique/

Handicap : parler, partager. . . la force des groupes de pair-aidance
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/06/2025, n° 2769, p. 34

Les agents en situation de handicap échangent sur leur vécu professionnel et trouvent des réponses à leurs difficultés grâce à des groupes d'entraide.

Management

Les salariés ne veulent plus devenir manageurs à n'importe quel prix / THOMAS Jules
Monde (Le), 22/05/2025, n° 25003, p. 18

La structure du management peut expliquer la perte d'attractivité des postes de chef.

DRH et managers : le nouveau contrat de confiance
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 26-28
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2766&pa=1#26

La fonction RH ne peut plus être réduite à la direction des ressources humaines et à ses missions. Elle doit engager tous les managers. Reste à trouver le bon modèle de partage des rôles et des responsabilités.

Le budget participatif des agents comme outil managérial
Lettre du cadre territorial (La), 05/2025, n° 588, p. 50-51
https://www.lettreducadre.fr/article/quand-le-budget-participatif-devient-un-outil-managerial.54993

Dans le cadre d'un budget participatif, les agents de la ville de Villejuif ont pu exprimer leurs voeux pour améliorer leurs conditions de travail. Avec une enveloppe de 200 000 €, des dizaines d'actions ont vu le jour. Les porteurs des idées retenues sont devenus chefs de projet. Une première pour certains.

Quand le « pouvoir d'agir » réinvente le management public / NESSI Julien
Horizons publics, 05/2025, n° 45, p. 10-11

L'hôpital Simone Veil a lancé un podcast « L'Hôpital en mode Opale – Les voix d'un hôpital qui change » en début d'année pour valoriser son approche pionnière du management et mettre en avant des perspectives positives sur l'hôpital public. 4 épisodes sont disponibles sur le site www.hopital-simoneveil.fr/podcast et sur toutes les plateformes d'écoutes.
https://www.hopital-simoneveil.fr/podcast/

☞Retour sommaire

SÉCURITÉ CIVILE

Prévention des feux de forêt : un arrêté fournit la liste actualisée des bois et forêts classés à risque
Localtis.info, 02/06/2025
https://www.banquedesterritoires.fr/prevention-des-feux-de-foret-un-arrete-fournit-la-liste-actualisee-des-bois-et-forets-classes

Un arrêté paru ce 31 mai, modifie l'arrêté du 6 février 2024 classant les bois et forêts exposés au risque d'incendie au titre des articles L.132-1 et L.133-1 du code forestier, et plus particulièrement ses annexes (1 et 2). Il abroge par ailleurs un certain nombre de décrets portant classement de bois ou massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies pris dans les années 50 concernant près d'une dizaine de départements.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051672857

Comment la Gironde met en place son plan départemental de sauvegarde
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/05/2025, n° 2768, p. 48-49
https://www.lagazettedescommunes.com/985233/comment-la-gironde-met-en-place-son-plan-departemental-de-sauvegarde/

Face aux risques de crise, notamment d'incendies, le département élabore un plan de sauvegarde pour une politique de solidarité.
Le plan s'adresse à toutes les personnes de la chaîne de sauvegarde et de gestion des risques afin de définir les prérogatives d'intervention du département.

Eau : Quand des usagers sont entrainés à gérer une sécheresse
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 46
https://www.lagazettedescommunes.com/983836/quand-des-usagers-sont-entraines-a-gerer-une-secheresse/?abo=1

Sieb (Ille-et-Vilaine), 35 communes, 37 000 hab.
Le syndicat est le premier à mettre en œuvre un dispositif de gestion de crise sécheresse sur le modèle des exercices incendie.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Police municipale

Réforme des polices municipales : un rapport du Sénat entre pistes consensuelles et évitements
Lemonde.fr, 30/05/2025
https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/05/29/reforme-des-polices-municipales-un-rapport-du-senat-entre-pistes-consensuelles-et-evitements_6609104_3224.html

La commission des lois du Sénat a présenté, mercredi 28 mai, les conclusions de sa mission d'information consacrée aux polices municipales. Au-delà d'un constat déjà partagé par les différents acteurs et quelques propositions consensuelles, le rapport peine à dessiner les contours précis de la réforme à venir.
https://www.senat.fr/rap/r24-671/r24-671-syn.pdf

☞Retour sommaire

25 propositions pour donner aux polices municipales les moyens de lutter contre l'insécurité / SENAT, Essentiel sur. . . (L'), 28/05/2025
https://www.senat.fr/rap/r24-671/r24-671-syn.pdf

Les polices municipales se sont imposées comme des acteurs essentiels du continuum de sécurité, aux côtés de la police et de la gendarmerie nationales. Alors que leur régime juridique date de 1999, leur action s'inscrit désormais dans un contexte bouleversé, marqué par une montée des violences et un durcissement des enjeux sécuritaires qui concerne l'ensemble du territoire.
Face à ce constat, la commission des lois du Sénat a décidé la création, en novembre 2024, d'une mission d'information transpartisane consacrée à cette question, en parallèle du « Beauvau des polices municipales » lancé par le Gouvernement.
Au terme de ses travaux, la mission d'information formule 25 propositions concrètes et opérationnelles, adoptées à l'unanimité par la commission des lois, pour donner aux polices municipales les moyens de s'adapter aux nouvelles réalités du terrain.
Ces propositions s'ordonnent autour de deux principes directeurs :
- la préservation de la pleine autorité du maire sur l'action des polices municipales ;
- la préservation d'un champ missionnel centré sur la tranquillité publique et la sécurité du quotidien, s'inscrivant en complémentarité avec l'action des forces de sécurité intérieure.

Politiques de sécurité / Délinquance

Incarcérer des prisonniers dans la jungle de Guyane : le choix d'une brutalité pénale ostentatoire / VANNIER Marion
TheConversation.com, 20/05/2025
https://theconversation.com/incarcerer-des-prisonniers-dans-la-jungle-de-guyane-le-choix-dune-brutalite-penale-ostentatoire-257043

Gérald Darmanin, ministre de la justice, a annoncé la création d'une prison de haute sécurité au cœur de la jungle amazonienne de Guyane pour les narcotrafiquants les plus dangereux et les islamistes. Ce projet assume une forme de brutalité pénale : celle d'un bannissement extrême, à la fois géographique et moral, hors du territoire hexagonal. Est-il de nature à répondre aux déficiences du système carcéral actuel ?

Quelles solutions face aux incivilités ? [Dossier]
Territoires du social, 05/2025, n° 559, p. 16-23

Au sommaire :
- A Lanester (Morbihan, 24 000 hab.), des référents violences intrafamiliales
- Agents en contact avec le publics se former en ligne avec la DIPT
- La Banque de France engagé contre la violence économique
- Sécuriser les personnes exposées aux situations d'incivilités et de violences - Paroles d'expert "Dominique BROGI"
- Tirer les enseignements d'une agression - Saint-Denis (Seine-Saint-Denis, 15 000 hab.)
- L'AMF mobilisée aux côtés des élus cibles de violences
- "La violence ne provient pas que des administrés" - Entretien avec Guillaume Mathelier, Maire d'Amilly (Haute-Savoie, 6300 hab.)

Ces retraités qui sécurisent le chemin des écoliers
Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 03/06/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/983219/ces-retraites-qui-securisent-le-chemin-des-ecoliers/

Certaines villes recrutent des retraités pour sécuriser les abords des établissements scolaires. Une mesure qui vient compléter les actions déjà déployées, comme les « rues des écoles » ou la médiation sociale.

☞Retour sommaire

Quand la police chasse les jeunes à coup d'amendes / MOLENAT Xavier
Alternatives économiques, 06/2025, n° 459, p. 42-43
https://www.alternatives-economiques.fr/multiverbalisation-police-chasse-jeunesse-a-coup-damendes/00114760

Une étude publiée par le Défenseur des droits révèle comment, à l'instar des contrôles d'identité, certains policiers usent et abusent des amendes forfaitaires pour évincer des jeunes hommes racisés de l'espace public.
https://www.defenseurdesdroits.fr/amendes-evictions-controles-une-etude-sur-la-gestion-des-indesirables-par-la-police-850

Police de l'urbanisme

Affichage publicitaire : Ces villes qui ne tombent plus dans le panneau [Dossier]
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/05/2025, n° 2766-2767, p. 36-41
https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=006547&nu=2766&pa=1#36

Pouvoirs de police : Les règlements locaux de publicité intercommunaux (RLPI) sont annexés au plan local d'urbanisme intercommunal. Les maires, qui détiennent le pouvoir de police de la publicité depuis le 1er janvier 2024, peuvent le transférer à l'intercommunalité.
Cadre de vie : Le règlement local de publicité ne peut être moins disant par rapport aux règles nationales posées par la loi "Grenelle 2", en juillet 2010, inscrites dans le code de l'environnement, et qui visent à la protection du cadre de vie.
Contentieux : Face à des règles supplémentaires jugées trop restrictives, certaines entreprises de publicité portent des recours contre les RPLI, sur le fond comme sur la forme. L'élaboration du document nécessite d'être vigilant pour limiter les risques de contentieux.

SCIENCES HUMAINES / SOCIETE

Tous influenceurs ! / BREVILLE Benoit
Monde diplomatique (Le), 06/2025, n° 855, p. 20-21

Chaque jour, les Français passent en moyenne une à deux heures sur les réseaux sociaux. Pour capter leur attention, les influenceurs disposent de méthodes bien rodées et très efficaces. Dans la course à l'audience numérique, tout le monde veut donc les imiter. Plongée dans un univers sous algorithmes.

Proposition de loi relative au droit à l'aide à mourir
Vie publique, 27/05/2025
https://www.vie-publique.fr/loi/298544-fin-de-vie-droit-laide-mourir-proposition-de-loi-falorni

La proposition de loi crée un droit à l'aide à mourir pour les malades majeurs condamnés par une affection grave et qui en ont exprimé la demande, sous certaines conditions. Cet ultime recours est encadré. Une clause de conscience est prévue pour les professionnels de santé qui refuseraient de participer à cette procédure.

☞Retour sommaire

SOCIAL / SANTÉ

Replay - Série Les violences faites aux femmes - Dispositifs législatifs et outils de protection - Webinaire 3
CNFPT, 20/05/2025, 150 mn
https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pw81nd87e4wr/

3ème webinaire d'une série sur les violences faites aux femmes organisée par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers.
https://padlet.com/berangereguillet/les-violences-faites-aux-femmes-njju3hslh6j9m01q

Replay - Série "Le non-recours aux droits et aux services" : Zoom sur les enjeux de l'automatisation et de la solidarité à la source
CNFPT, 15/05/2025, 143 mn
https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pp7xwunqjfpd/

Le CNFPT propose une série de 4 webinaires pour accompagner les collectivités dans leur compréhension et leurs actions en matière d'accès aux droits et de lutte contre le non-recours et explorer les différentes dimensions du phénomène.
https://padlet.com/berangereguillet/le-non-recours-aux-droits-et-aux-services-zhvtui84jyv0q92h

Service public départemental de l'autonomie : le cahier des charges est publié
Localtis, 04/06/2025
https://www.banquedesterritoires.fr/service-public-departemental-de-lautonomie-le-cahier-des-charges-est-publie

Très attendu, le cahier des charges du service public départemental de l'autonomie est paru. Avec cet outil, les départements sont un peu plus armés pour se lancer, si ce n'est déjà fait, dans la mise en place du SPDA.

Un rapport préconise la création d'outils pour mesurer le lien social
Monde (Le), 17/05/2025, p. 15
https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/05/16/un-rapport-preconise-de-mesurer-l-impact-du-lien-social-pour-lutter-contre-sa-fragilisation_6606385_3224.html

Le laboratoire d'idées Impact Tank propose la création d'outils communs pour mesurer les évolutions et les besoins, alors qu'est constatée une multiplication des situations d'isolement et de défiance au sein de la société.
https://impact-tank.org/ressources/publications/rapport-Refaire-nos-liens-Impact-Tank.pdf

Panorama de l'évolution de la pauvreté et l'exclusion sociale entre 2015 et 2022, 05/2025
https://solidarites.gouv.fr/publication-du-panorama-de-levolution-de-la-pauvrete-et-lexclusion-sociale-du-cnle

Le Panorama de l'évolution de la pauvreté et l'exclusion sociale publié ce jour est une nouvelle publication du CNLE, qui rend compte de l'évolution de la pauvreté en l'observant sur une période pluriannuelle et en procédant à un questionnement problématisé autour d'enjeux de connaissance importants pour l'action publique. La question au cœur de ce premier numéro est la suivante : pour quelles raisons la baisse importante du taux de chômage à partir de 2015 et jusqu'en 2022 n'a pas fait reculer la pauvreté ?

Logement : où sont les blocages ?
Projet, 06/2025, n° 406, p. 10-59

Un chez-soi devrait aller de soi. Le droit au logement se heurte néanmoins à de multiples blocages. Les politiques publiques s'enlisent face au poids du marché et à la saturation de la demande. Mais des pistes existent pour renouveler les fondations d'un secteur aussi crucial.
https://www.revue-projet.com/questions-en-debat/logement-ou-sont-les-blocages/377

☞Retour sommaire

Rompre l'isolement par l'aller vers : la Maison des seniors de Créteil en action
Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 19/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/985170

Pour lutter contre l'isolement des personnes âgées, le Centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville de Créteil (Val-de-Marne) a ouvert en novembre 2024 la Maison des seniors Margot Fabre. Outre un accueil sur place, l'équipe déploie « l'aller vers » au domicile des personnes âgées à la suite de signalements d'isolement.

Urgence sociale, tenir jusqu'à quand ? Les Actes du 94e Congrès de l'Unccas
Union nationale des centres communaux d'action sociale, 05/2025, 62 p.
https://www.unccas.org/sites/default/files/2025-05/Les%20Actes%20du%20Congres%202025%2077PP.pdf

"Durant trois jours, tables rondes, ateliers, baromètres, enquêtes et témoignages ont mis en lumière les alertes remontées du terrain et les propositions concrètes portées par notre réseau. Nous avons le plaisir de vous présenter les Actes complets du congrès, retraçant l'ensemble de ces échanges. Ce document de 62 pages revient notamment sur :
- les grandes interventions politiques et institutionnelles,
- les résultats du baromètre Ifop x Unccas et de l'enquête Cevipof,
- les débats sur le logement, le bien-vieillir, la santé mentale, l'intelligence artificielle, la transition écologique…,
- le cri d'alerte des territoires ultramarins,
- les initiatives portées par les CCAS/CIAS partout en France."

Quelles solutions face aux incivilités ? [Dossier]
Territoires du social, 05/2025, n° 559, p. 16-23

- A Lanester (Morbihan, 24 000 hab.), des référents violences intrafamiliales
- Agents en contact avec le public se former en ligne avec la DIPT
- La Banque de France engagé contre la violence économique
- Sécuriser les personnes exposées aux situations d'incivilités et de violences - Paroles d'expert "Dominique BROGI"
- Tirer les enseignements d'une agression - Saint-Denis (Seine-Saint-Denis, 15 000 hab.)
- L'AMF mobilisée aux côtés des élus cibles de violences
- "La violence ne provient pas que des administrés" - Entretien avec Guillaume Mathelier, Maire d'Amilly (Haute-Savoie, 6300 hab.)

Crèches familiales : comment fidéliser les assistantes maternelles
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/06/2025, n° 2769, p. 28-30
https://www.lagazettedescommunes.com/987026/comment-fideliser-les-assistantes-maternelles/

Face au manque de professionnels, les crèches familiales déclinent. Des collectivités réagissent, entre hausses salariales, reconnaissance du métier et renforcement du travail d'équipe. Un enjeu clé pour sauver ce mode d'accueil.

SPORT/LOISIRS/TOURISME

Un livre blanc formule vingt-deux propositions pour relancer les vacances adaptées
Hospimedia, 22/05/2025
https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20250522-societe-un-livre-blanc-formule-vingt-deux-propositions

Touché par le Covid, puis le drame de Wintzenheim, le secteur des vacances adaptées reste fragilisé. Le Conseil national du tourisme et des loisirs adaptés formule vingt-deux propositions pour le développer, le sécuriser et le rendre plus accessible.
https://www.calameo.com/books/007943508ba34bc4a2160

☞Retour sommaire

Marie Barsacq : « Un plan équipements sportifs dans le cadre du PLF 2026 »
Lagazettedescommunes.com – Club Acteurs du sport, 22/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/985690/marie-barsacq-un-plan-equipements-sportifs-dans-le-cadre-du-plf-2026/?abo=1

Le ministère des Sports rassemble ce jeudi 22 mai, à Paris, les acteurs du sport autour de la question des équipements sportifs de demain. Quel diagnostic ? Quels besoins ? Quels financements ? Un véritable plan dédié se profile. A l'aube du PLF 2026, la ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative Marie Barsacq nous dévoile sa stratégie et sa méthode pour convaincre – notamment le ministère des Finances – du bien-fondé d'une approche qui se veut collective et basée sur la donnée.

Une obligation d'affichage renforcée dans les établissements d'activités physiques et sportives
Maire-info.com, 19/05/2025
https://www.maire-info.com/sports/une-obligation-daffichage-renforcee-dans-les-etablissements-dactivites-physiques-sportives-article-29713

Un décret relatif aux obligations d'affichage des établissements dans lesquels sont pratiqués des activités physiques ou sportives vient d'être publié au Journal officiel du 18 mai 2025. Tout établissement d'activités physiques ou sportives (EAPS) doit prévoir un tableau d'affichage visible de tous. Une nouvelle obligation d'affichage devra être respectée dans d'un délai de six mois.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051605469

SYSTEMES D'INFORMATION / COMMUNICATION

IA dans les collectivités : le CNFPT cartographie pratiques, attentes et craintes du terrain
Localtis.info, 02/06/2025
https://www.banquedesterritoires.fr/ia-dans-les-collectivites-le-cnfpt-cartographie-pratiques-attentes-et-craintes-du-terrain

À travers une série de fiches thématiques, le CNFPT livre un panorama des usages et questionnements suscités par l'arrivée de l'intelligence artificielle dans les collectivités territoriales. Cette enquête exploratoire, pilotée par la vice-présidente Marie Mennella, vise à éclairer les actions futures de l'établissement en matière de formation et d'accompagnement, alors que les usages de l'IA progressent rapidement, souvent en dehors de tout cadre formel.

Yves Meyer - L'histoire de l'Intelligence Artificielle
Université de Nantes, 21/05/2025, 93 mn
https://youtu.be/Fs0ZeSS7eZ4?si=4kL7Bw2rKNUePC4v

Nous ne savons pas si l'intelligence artificielle est une chance ou le début d'une catastrophe pour l'Humanité. En se penchant sur l'histoire de cette révolution scientifique et technologique, nous pourrons mieux comprendre son évolution et son avenir. C'est l'objet de cet exposé.

Sous le capot des IA du secteur public : quels outils a-t-il à disposition ? / CASIMIR Sivagami
Archimag, 05/2025, n° 384, p. 16-17

À différentes échelles, les services publics amorcent leur transition vers l'intelligence artificielle, en mobilisant divers outils pour s'approprier cette technologie.

☞Retour sommaire

Les bonnes pratiques en communication du changement, 02/06/2025
https://www.revuegestion.ca/les-bonnes-pratiques-en-communication-du-changement

Lorsque des changements sont planifiés au sein d'une organisation, la communication est primordiale pour réussir la transition. Quelles sont les meilleures pratiques en la matière ?

Secteur public : comment l'administration pilote sa digitalisation [dossier] / TEXIER Bruno, CASIMIR Sivagami, ALLÉAUME Kaëlig, FROCHOT Didier
Archimag, 05/2025, n° 384, p. 12-20

Sommaire du dossier :
- Sous le capot des IA du secteur public : quels outils a-t-il à disposition ?
- La formation au cœur de la transformation digitale du secteur public
- Avec l'IA, France Travail réinvente l'accompagnement vers l'emploi (sans remplacer ses conseillers)
- Chartres choisit l'IA générative pour soulager son standard téléphonique

Maîtriser l'IA générative dans les communes
Maires de France, 05/2025, n° 434, p. 28-31

La déferlante de l'intelligence artificielle générative (IAG) a atteint les communes. Alors que les premiers usages commencent à être déployés dans les mairies, les élus doivent répondre aux questions et, parfois, aux inquiétudes des agents et des usagers. Au-delà de leur rôle pédagogique, de nombreuses communes se dotent de chartes pour encadrer l'IA et réaffirmer la place de l'humain.

Lyon mise sur l'intelligence artificielle pour optimiser sa politique de végétalisation
Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 27/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986616

Le laboratoire d'innovation métropolitain s'associe à l'Université Lyon 2 et à la scop TelesCoop pour construire un outil de cartographie et de modélisation de scénarios de plantations. Un projet retenu dans le cadre d'un appel à projet national du programme France 2030.

URBANISME

Un décret proroge de manière exceptionnelle la durée de validité des autorisations d'urbanisme
Localtis.info, 27/05/2025
https://www.banquedesterritoires.fr/un-decret-proroge-de-maniere-exceptionnelle-la-duree-de-validite-des-autorisations-durbanisme

Un décret(Lien sortant, nouvelle fenêtre), paru ce 27 mai 2025, accorde une durée de validité exceptionnelle de cinq ans non renouvelables aux autorisations d'urbanisme - permis de construire, d'aménager ou de démolir et décisions de non-opposition à une déclaration préalable - "délivrées entre le 28 mai 2022 et le 28 mai 2024" et en cours de validité à la date de sa publication. Pour rappel, la durée de droit commun est de trois ans renouvelable deux fois pour une année supplémentaire. Le texte proroge également d'un an le délai de validité des autorisations d'urbanisme "délivrées entre le 1er janvier 2021 et le 27 mai 2022". Enfin, il proroge des mêmes durées les autorisations d'exploitation commerciale (AEC) jointes à ces permis de construire. A cet égard, le décret proroge d'un an le délai de validité des AEC jointes à un permis de construire délivré entre le 1er janvier 2021 et le 27 mai 2022 et proroge de deux ans le délai de validité des AEC jointes à un permis de construire délivré entre le 28 mai 2022 et le 28 mai 2024.

☞Retour sommaire

La Loire-Atlantique, un département offensif
Traits urbains, 04/2025, n° 151, p. 62-63

Malgré les coups de canif récents portés au dispositif de zéro artificialisation nette (ZAN) et son peu de leviers juridiques pour porter le sujet, le conseil départemental de Loire-Atlantique garde le cap pour viser la neutralité foncière.

Au-delà du design actif : construisons un urbanisme actif et sportif !
Lemonde.fr, 16/05/2025
https://base93.org/documents/au-dela-du-design-actif-construisons-un-urbanisme-actif-et-sportif/

A l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 a été mise en avant la notion de design actif, souvent associée à des interventions légères dans l'espace public, visant à favoriser l'activité physique en de nombreux lieux, pas forcément identifiés comme sportifs.

Urbanisme féministe, urbanisme universel [Dossier]
Traits urbains, 04/2025, n° 151, p. 24-33

Certains sujets ne sont encore qu'émergents en France, alors qu'ils recèlent un vrai potentiel d'amélioration de la qualité de vie. Il en est ainsi de « l'urbanisme féministe », sujet de notre dossier. Des démarches intéressantes sont menées sans pour autant susciter l'engouement -la période, il faut bien le dire, ne s'y prêtant pas. Celles et ceux qui s'en emparent essaient de ne pas céder au découragement, convaincus que le sujet est utile. . . pour tous.

A Nantes, l'espace public passé au crible du genre
Traits urbains, 04/2025, n° 151, p. 32-33

Égalitaire, sécurisant, agréable. . . Comment concevoir un espace public qui réponde aux besoins et aux aspirations de toutes et tous ? Fin 2024, Nantes, la ville et métropole, a lancé une démarche participative centrée sur le genre

Circulation et transports

Plans vélo : les collectivités font le dos rond
Techni.cités, 05/2025, n° 383, p. 28-29

L'Etat baisse ses financements vélo et les collectivités s'adaptent en rognant sur d'autres politiques, en recherchant d'autres subventions ou des solutions moins coûteuses, en étalant les chantiers, en révisant leurs priorités, en mobilisant les associations. . .

Les outils pour réduire la place de la voiture en ville [Dossier]
Techni.cités, 05/2025, n° 383, p. 17-22

En France, comme ailleurs, la voiture individuelle a encore de beaux jours devant elle. Elle reste le principal mode de déplacement et de loin. Mais au coeur des villes, des alternatives se dessinent pour mieux partager l'espace public entre tous les modes de transport. Pour apaiser la commune et redonner leur place à la marche, aux vélos et aux bus, les collectivités ont un rôle majeur. Elles disposent d'une palette d'outils, de la limitation de vitesse à la piétonnisation des rues, en passant par la zone à trafic limité. Revue des petites (r)évolutions en cours.
Au sommaire :
- Limiter le stationnement et la vitesse
- Etablir des plans de circulation
- Créer des rues aux enfants
- Rendre la rue aux piétons
- Entretien avec Marie Prémartin de Rue de l'avenir

☞Retour sommaire

Déchets

Tri à la source : comment les collectivités gèrent-elles les déchets alimentaires ?
TheConversation.com, 27/05/2025
https://theconversation.com/tri-a-la-source-comment-les-collectivites-gerent-elles-les-dechets-alimentaires-256619

La nouvelle obligation du tri à la source pour les collectivités, en vigueur depuis début 2024, permettra d'éviter l'incinération ou l'enfouissement de biodéchets qui auraient pu être valorisés pour produire des amendements organiques ou du biogaz, explique Muriel Bruschet, de l'Ademe.

Recyclage des déchets: l'éco-organisme Citeo alerte sur la forte hausse du coût de la collecte et du tri
Linfodurable.fr, 23/05/2025
https://www.linfodurable.fr/tendances/recyclage-des-dechets-leco-organisme-citeo-alerte-sur-la-forte-hausse-50916

L'éco-organisme Citeo, qui coordonne la collecte et le tri des déchets d'emballages ménagers, alerte les pouvoirs publics sur l'emballement des charges liées à la collecte et au tri des emballages ménagers, qui ont doublé en cinq ans.

Réduction des déchets : l'affaire n'est pas dans le sac [Dossier]
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/05/2025, n° 2768, p. 34-39
https://www.lagazettedescommunes.com/986201/reduction-des-dechets-laffaire-nest-pas-dans-le-sac

La production de déchets ménagers et assimilés poursuit sa propre trajectoire, sans marquer de corrélation avec les efforts de prévention, de tri et de valorisation déployés par les collectivités.

Ce constat soulève une question clé : les collectivités manquent-elles juste de volonté, de courage, comme on le leur reproche parfois, ou sont-elles impuissantes face à la stagnation du volume des déchets ? Et, dans ce cas, où se situent les leviers ?

Espaces publics, naturels et agricoles

La recherche, la clé pour bien développer la nature en ville
Techni.cités, 05/2025, n° 383, p. 26

Le développement de la nature en ville est une des solutions pour répondre aux défis climatiques. Encore faut-il que cela se fasse correctement et que toutes les conditions soient réunies. C'est ce que défend l'Association nationale de la recherche et de la technologie dans son rapport paru fin 2024.
https://www.anrt.asso.fr/sites/default/files/2024-11/ANRT-Nature-en-ville-Rapport-decembre-2024.pdf

Lyon mise sur l'intelligence artificielle pour optimiser sa politique de végétalisation
Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 27/05/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/986616

Le laboratoire d'innovation métropolitain s'associe à l'Université Lyon 2 et à la scop TelesCoop pour construire un outil de cartographie et de modélisation de scénarios de plantations. Un projet retenu dans le cadre d'un appel à projet national du programme France 2030.

☞Retour sommaire

DECOUVRIR LES NOUVELLES ACQUISITIONS DU CRD

(UN CLIC SUR L'IMAGE)

☞Retour sommaire

Pour toute reproduction intégrale ou partielle du bulletin documentaire, veuillez mentionner la source - INSET Angers - dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle

Bulletin documentaire
Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Alexa Rouez**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Bérangère Guillet**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2025 CNFPT/ INSET D'ANGERS